

Pour le boycott du Conseil national de la refondation

Le 24 août, Emmanuel Macron a annoncé « *la fin de l'abondance* », « *la fin de l'insouciance* ». Pour les travailleurs, qui n'ont jamais connu comme abondance que celle des plans de licenciements, et des attaques contre leurs acquis, cette déclaration annonce de nouveaux sacrifices en perspective.

Un vent mauvais contre les travailleurs

Elisabeth Borne, Première ministre a de son côté, le 27 août, annoncé la couleur : « *le plus dur est sans doute devant nous* ». Le plus dur ? Elle même et Emmanuel Macron ne s'en sont pas caché : sous prétexte de faire face à la pénurie énergétique, aux conséquences de la guerre menée par Poutine contre l'Ukraine, aux conséquences du dérèglement climatique, le gouvernement Macron-Borne se prépare à de nouvelles attaques contre les travailleurs et leurs acquis : nouvelle réforme du chômage aggravant la situation des chômeurs, réforme des retraites, attaques contre les statuts des enseignants, etc.

Quant aux mesures annoncées pour soi disant préserver le pouvoir d'achat des salariés, il suffit d'indiquer : les salaires dans le privé auraient augmenté de 2,5% en 2022 : moitié moins que l'inflation (la hausse des prix à la consommation sur un an serait de plus de 6%).

Et pendant ce temps, les dividendes distribués aux actionnaires s'envolent : pour le seul deuxième trimestre, 44 milliards d'euros ont été versés en France aux actionnaires. Comme si cette « abondance » ne suffisait pas, E. Borne, devant l'université d'été du Medef le 29 août, annonce une nouvelle baisse des « *impôts de production* » à hauteur de 8 milliards d'euros.

Un souffle de révolte parmi les travailleurs

La France n'est pas le seul pays où les travailleurs sont confrontés à l'inflation, à la baisse du pouvoir d'achat, à l'aggravation des conditions de travail, à l'envol de la misère. Dans un nombre croissant de pays, ce sont des situations analogues.

Ainsi, en Grande Bretagne, l'explosion des prix, notamment de l'alimentaire et de l'électricité, est sans précédent. Et une grande partie des travailleurs anglais est en train de basculer dans la misère.

Face à cette situation, les grèves se multiplient en Grande Bretagne, souvent spontanées, tandis qu'un mouvement appelant à ne pas payer les factures d'électricité est en train de se mettre en place.

Une telle mobilisation inquiète toutes les bourgeoisies européennes, et le gouvernement français en particulier, qui redoute que la mobilisation en Grande Bretagne ne fasse école. Le gouvernement Macron-Borne est ainsi sur le qui vive.

Un conseil national de la Collaboration

Pour éviter le surgissement d'une vague de grèves, E. Macron a pris les devants. Avec E. Borne, il entend développer comme jamais le dialogue social, pour engluer les organisations syndicales (et ce qui reste de parti d'origine ouvrière) et démobiliser les travailleurs. Il a convoqué à cette fin un « CNR » dont le signe crée une confusion volontaire avec le Conseil National de la Résistance. Le Conseil national convoqué par Macron est un conseil national de la collaboration. Il vise à associer les organisations du mouvement ouvrier à la préparation de la politique gouvernementale. Les cinq thèmes choisis (écologie, éducation, emploi, santé et grand âge) correspondent aux réformes annoncées.

La première exigence, c'est donc le boycott de ce Conseil national macroniste qui doit se réunir à partir du 8 septembre.

Aucune collaboration ! Boycott du CN macroniste

D'ores et déjà, les organisations membres de la NUPES (PS, PCF, EELV, FI) ont fait connaître leur volonté de boycotter ce conseil national (de même les partis bourgeois d'opposition).

Mais la question centrale est celle des syndicats : des directions de ces syndicats dépend la possibilité de disloquer ce Conseil national macroniste.

Dans les syndicats, dans les entreprises, partout doit se faire entendre l'exigence du boycott : aucun soutien à Macron ! Aucune collaboration ! Cette exigence du boycott vaut pour la réunion inaugurale du Conseil national macroniste prévue le 8 septembre, mais aussi pour toutes les autres réunions et rencontre prévues à la suite de cette séance.

Cette exigence vaut en particulier pour la CGT, FO, la FSU, Solidaires.

Cela ne règlera pas tout. Mais un tel boycott serait un point d'appui pour engager la mobilisation contre Macron, Borne et leur politique.

Communiqué de *L'insurgé*, 1^{er} septembre 2022

*

*

*